

Comment les activistes non-violents ont aidé à s'opposer au coup d'État aux USA

Par Stephen Zunes

20 Janvier 2021

Traduction française par Christophe Barbey,
pour l'**APRED**, Institut Participatif pour le progrès de la paix.
<https://www.yesmagazine.org/democracy/2021/01/20/trump-coup-nonviolent-activists>
© Libre de droit à condition de citer l'auteur, le traducteur et « Yes magazine ».

Les militants se sont préparés pendant des mois, s'attendant à ce que Trump vole les élections. Ils avaient raison et il a échoué.

Depuis la victoire décisive du président-élu Joe Biden en novembre, il y a eu une consternation compréhensible face aux efforts du président Trump et de ses partisans pour voler les élections. Il est important de comprendre pourquoi, malgré les récentes violences à Washington, ses tentatives ont été infructueuses.

Dans les mois qui ont précédé les élections du 3 novembre, beaucoup d'entre nous mettaient en garde contre le fait que même face à une victoire claire de Joe Biden, Trump et les républicains pourraient être tentés de facto par un coup d'État. Nous avons averti que Trump pourrait déclarer la victoire le soir des élections avant que tous les votes ne soient comptés, que lui et ses partisans porteraient de fausses accusations de fraude électorale et qu'ils refuseraient de concéder leur défaite même s'il était clair que Joe Biden était vainqueur. Nous avons également exprimé des inquiétudes sur le fait que son staff de campagne mènerait une bataille juridique afin de contester les résultats, même légitimes, essaieraient de convaincre les responsables électoraux républicains de ne pas certifier les résultats et d'encourager les législatures des États à nommer des électeurs républicains quel que soit le décompte des voix dans leur État et enfin qu'ils tenteraient d'amener l'appareil judiciaire fédéral, largement dominé par les républicains, à entériner ces mesures illégales.

C'est exactement ce qui s'est passé: au lendemain de l'élection, Trump a commencé à appeler des responsables républicains dans les cinq États indécis dans lesquels Biden a gagné par des marges relativement faibles pour faire pression sur les responsables politiques afin qu'ils annulent les résultats des élections dans les comtés devenus fortement démocrates. Il a aussi intenté des poursuites sur la base de fausses allégations de fraudes électorales massives, tenté de forcer les législatifs des États locaux pour sélectionner des grands électeurs républicains dans les États effectivement gagnés par Joe Biden et fait de multiples autres efforts pour annuler les résultats des élections. S'il avait réussi, malgré la perte du vote populaire national par plus de 7 millions de voix, cela aurait privé Biden de sa victoire lorsque le collège électoral s'est réuni dans les États le 14 décembre et aurait mis Trump sur la bonne voie pour gouverner pendant quatre années supplémentaires.

Ces efforts ont échoué, tout comme ceux de certains de ses alliés du Congrès pour rejeter les votes du Collège électoral de certains États clés, lorsque le Congrès s'est réuni le 6 janvier pour

accepter officiellement les résultats. La foule de droite incitée par Trump qui a pris d'assaut le Capitole américain ce jour-là, dans le but d'empêcher la certification, a secoué le pays, mais n'a pas modifié les résultats.

L'attention s'est alors portée surtout sur la façon dont les institutions gouvernementales se sont comportées face à de telles menaces et sur la façon dont un certain nombre de républicains de premier plan, soumis à une énorme pression de la part de Trump et de ses partisans ont choisi de respecter leurs responsabilités morales et juridiques.

Mais même si les choses s'étaient déroulées différemment, il est peu probable que Trump aurait réussi à voler les élections. Et cela parce que des millions d'Américains se seraient alors engagés dans une résistance non-violente massive pour défendre leur démocratie.

Cela a probablement été le facteur, ou un des facteurs déterminants.

Aux Philippines en 1985, en Serbie en 2000, en Ukraine en 2004 et en Gambie en 2016, lorsque les régimes en place ont tenté de voler les élections, une action non-violente à grande échelle a réussi à les forcer à honorer les résultats des élections. Des tentatives de coup d'État plus conventionnelles en Allemagne (1920), en France (1961), en Bolivie (1978), en Argentine (1987), en Union soviétique (1991) et au Burkina Faso (2015) ont été empêchées de la même manière en raison de la résistance civile et de la mobilisation populaire et non-coopérative massive, par la construction de larges alliances des forces démocratiques et par le maintien d'une forte discipline non-violente.

En prévision de cela, dès l'été dernier, un certain nombre de personnes et de groupes ont commencé à s'organiser et à s'entraîner pour la possibilité d'une résistance non-violente massive à une élection volée aux États-Unis.

L'un de ces groupes était « Choose Democracy », fondé par George Lakey et d'autres militants non-violents chevronnés. Il contenait un engagement, la promesse de fermer le pays si nécessaire pour protéger la démocratie. Il a été signé par 40'000 personnes, y compris des chef-Fe-s d'entreprises et des dirigeant-E-s syndicaux, qui ont préparé leurs membres à prendre une part active à une telle résistance de masse. Le groupe a dirigé 17 formations pour plus de 10' 000 personnes. La coordinatrice de la formation, Eileen Flanagan, a déclaré: «Nous avons pu traduire la recherche sur la résistance non-violente face au coup d'État en leçons pratiques que n'importe qui pouvait mettre en œuvre. Cela a aidé les gens à se sentir autonomes face à une menace inconnue, l'un de nos objectifs, car nous savons que les personnes autonomes sont susceptibles d'agir plus efficacement ».

Dans un effort parallèle, un guide-ressource de 55 pages intitulé « Hold the Line: A Guide to Defending Democracy (Restez en ligne : un guide pour défendre la démocratie) » a été élaboré par quatre organisateurs de mouvements non-violents. Ce guide a examiné les mesures que les gens pourraient prendre avant les élections du 3 novembre, a fourni des informations sur les scénarios postélectorales potentiels et il a proposé un processus en quatre étapes pour que les gens créent leurs propres groupes de protection électorale. Il a inclus des exemples sur la façon dont les mouvements de résistance civile non-violents dans le monde ont fait progressé la

démocratie et la responsabilité face à des dirigeants de tendances autoritaires et sur comment appliquer ces leçons aux États-Unis.

Le guide a été téléchargé ou consulté plus de 75'000 fois et les comptes des médias sociaux associés ont gagné plus de 14'000 abonnés. En raison de sa popularité, les co-auteurs du guide ont commencé à organiser des formations en ligne, atteignant près de 1'000 personnes à chaque fois. Des équipes de « Hold the Line » se sont formées dans les différentes régions du pays. J'ai parlé avec le co-auteur Hardy Merriman, qui a travaillé sur ce projet sur son temps personnel et il m'a dit que « Hold the Line » souhaitait être accessible et gratuit, invitant toute personne préoccupée par la démocratie à un processus d'organisation.

«Hold the Line se concentre sur la manière dont les individus et les communautés peuvent construire à partir de leurs propres forces et sur comment organiser des actions non-violentes puissantes et localisées», a-t-il déclaré. « Il [Le guide] a été conçu pour être utile aux activistes débutants comme aux militant-e-s expérimentés. Nous voulions doter les gens d'outils permettant d'analyser le déroulement de la situation politique dans le pays et dans leur propre État, d'un cadre pour comprendre comment protéger la démocratie et d'une structure qui leur permettrait de mener des actions fortes en fonction de leurs circonstances particulières ».

Comme dans les cas précédents de tentatives de coup d'État empêchées avec succès dans d'autres pays, les gauchistes ayant une expérience de l'action directe non-violente et de l'organisation de la base devaient être prêts à travailler avec des personnalités et des institutions politiques résolument dominantes. Cela a créé une opportunité précieuse pour créer des liens entre cette base militante, les institutions établies et les journalistes. E. Flanagan de Choose Democracy, note : «Pour de nombreux militant-e-s chevronné-e-s, apprendre à s'aligner avec des personnes politiquement au centre était une nouvelle expérience, mais aussi une nouvelle compétence.» Alors que les militant-e-s non-violents étaient depuis longtemps très déçus par le programme de politique étrangère militariste de Joe Biden et ses politiques économiques néolibérales, il était entendu que la lutte ne consistait finalement pas à soutenir le candidat du Parti démocrate, mais bien à défendre la démocratie.

L'effort le plus large pour organiser une éventuelle désobéissance civile de masse est venu de la coalition « Protect the Results (protéger les résultats) » composée de près de 200 organisations progressistes, syndicats et groupes pacifistes, environnementaux, féministes, antiracistes et de justice sociale – coalition qui était prête à mobiliser des millions de personnes, d'Américaines et d'Américains dans des manifestations de masse en réponse à toute tentative sérieuse pour voler les élections. Les fédérations ouvrières de Seattle, Rochester, New York et de l'État du Massachusetts ont appelé à une grève générale en cas de tentative de vol du résultat des élections ; une idée approuvée par le président de l'AFL-CIO, le plus grand syndicat des USA, Richard Trumka.

Des dizaines d'autres groupes locaux et nationaux déjà existants ont lancé leurs propres efforts de sensibilisation à la menace, de mobilisation de réponses potentielles et de formation à la non-violence.

Une large couverture médiatique de ces efforts a pour la première fois apporté l'idée de la révolution non-violente aux États-Unis à des millions d'Américaines et d'Américains, notamment par des articles dans les journaux suivants : The New Yorker, The Atlantic, The Guardian, Newsweek, Mother Jones, CNN, The Boston Globe et le Washington Post. (*L'original en anglais contient des liens vers ces articles, ndt*).

Il est difficile d'imaginer que la perspective d'une telle résistance massive n'ait pas eu un effet dissuasif sur les législateur-e-s républicains, les juges et d'autres personnes, qui auraient autrement été tentées de renverser la victoire de Biden. De même, bien que de puissants intérêts commerciaux aient pu se féliciter des réductions d'impôts et d'autres soutiens qu'ils ont reçus de l'administration Trump, ils ont également reconnu que l'instabilité et les perturbations généralisées, résultant inévitablement du vol de l'élection par Trump et pouvant durer plusieurs mois, seraient néfastes à leur affaires.

Le résultat de tout cela a été que Trump et ses alliés se sont retrouvés avec des motions juridiques contradictoires et d'amateurs qui ont été rejetées à plusieurs reprises par les tribunaux, avec un soutien très superficiel de la part des politicien-ne-s républicain-e-s dans les États concernés et des rassemblements pro-Trump relativement petits et dominés par l'extrême droite. Même avant la tentative de prise du Capitole, Trump était devenu un président « canard boiteux » de plus en plus isolé et désespéré.

Bien que la mise en œuvre de stratégies de résistance civile massive pour maintenir la démocratie se soit avérée inutile, des dizaines de milliers d'Américains ont maintenant été formés à l'action directe non-violente. Des millions de personnes ont envisagé la possibilité de participer à un tel mouvement. Cela augmente d'un niveau sans précédent les perspectives de mobilisations populaires pour de potentielles crises futures, y compris face à la menace du changement climatique.

La préparation des militants dans tout le pays a également souligné l'engagement généralisé à préserver, aussi graves que soient ses contradictions et ses limites, un gouvernement démocratique représentatif aux États-Unis. Alors que les menaces des éléments anti-démocratiques de droite, celles du terrorisme et d'autres actes de violence sont réelles et continuent, le risque d'un coup d'État réussi est devenu faible, surtout si le peuple américain est prêt à se battre de manière non-violente pour préserver nos libertés.

Stephen Zunes

STEPHEN ZUNES est l'un des principaux spécialistes de la politique américaine au Moyen-Orient et de l'action stratégique non-violente. Il est professeur de politique et d'études internationales à l'Université de San Francisco, où il est coordinateur du programme d'études sur le Moyen-Orient. Il est également rédacteur en chef adjoint de Peace Review, rédacteur en chef de Tikkun, conseiller académique pour le Centre international sur les conflits non-violents et analyste politique principal pour Foreign Policy in Focus, un projet de l'Institute for Policy Studies.

<https://www.yesmagazine.org/democracy/2021/01/20/trump-coup-nonviolent-activists>